



 **THÈMES :** Violence basée sur le genre facilitée par la technologie, espaces numériques sûrs, égalité des genres, participation politique des femmes

 **DATE :** 22 novembre 2024

 **LIEU :** Ville de Panama, Panam

 **PARTICIPANTS :** Plus de 90 parlementaires, fonctionnaires parlementaires et gouvernementaux, représentants de partis politiques et de la société civile, et spécialistes d'organisations internationales

 **COORGANISATEURS :** Assemblée nationale du Panama, Ministère des femmes de la République du Panama, FONAMUPP et APARLEXP



Cette activité était alignée sur les ODD 5, 10, 16 et 17.



Créer des espaces numériques sûrs et sans violence

Organisée à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et du 30e anniversaire de la Convention de Belém do Pará, cette réunion visait à autonomiser les femmes dans la politique dans l'univers numérique. Elle a permis d'explorer les défis et les opportunités du cyberspace et de souligner le double rôle de la technologie en tant que catalyseur de la participation politique et moyen facilitant la violence de genre numérique. Des stratégies ont également été élaborées pour favoriser un environnement numérique sûr, inclusif et libre de discrimination au sein des partis politiques.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours d'ouverture :

- Membre de l'Assemblée nationale **Yuzaida Marín** (Panama), présidente du Comité sur les femmes, les enfants, la jeunesse et la famille de l'Assemblée nationale, et deuxième vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres
- **Patricia Atkinson**, ambassadrice désignée du Canada au Panama
- **Niurka Del Carmen Palacio U.**, ministre des Femmes de la République du Panama et présidente de la Commission interaméricaine des femmes

Interventions :

- **Marcela Ríos Tobar**, directrice d'IDEA International pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- **Gloria Camacho**, présidente du Comité d'experts (CEVI) du Mécanisme de suivi de la Convention de Belém do Pará (MESECVI) de la Commission interaméricaine des femmes de l'Organisation des États américains (CIM-OEA)
- L'honorable représentante **Catherine Juvinao Clavijo** (Colombie), première vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- Membre de la Chambre des députés **Brenda Ogando Campos** (République dominicaine), présidente du Comité permanent sur l'égalité des genres de la Chambre des députés
- **Arelys González**, présidente nationale du Front des femmes du parti nommé *Partido Revolucionario Democrático*
- Ancienne membre de l'Assemblée nationale **Ana Giselle Rosas**, secrétaire aux femmes du parti nommé *Partido Cambio Democrático*
- **Cecilia Caballero**, représentante du Secrétariat aux femmes du parti nommé *Partido Realizando Metas*
- **Berta García Hangs**, secrétaire aux femmes du parti nommé *Partido Popular*
- **Linda Loo**, secrétaire aux femmes du parti nommé *Movimiento Otro Camino*
- **Mireya Montemayor**, secrétaire aux femmes du parti nommé *Partido Panameñista*
- **Marieta de Paredes**, secrétaire adjointe aux femmes du parti nommé *Partido Moliarena*

Modérateurs :

- Membre de l'Assemblée nationale **Grace Hernández** (Panama), secrétaire du Comité sur les femmes, les enfants, la jeunesse et la famille de l'Assemblée nationale
- **Vonetta Sterling**, présidente du Forum des femmes dans les partis politiques du Panama (FONAMUPP)
- Ancienne membre de l'Assemblée nationale **Corina Cano**, présidente de l'Association des femmes parlementaires et anciennes parlementaires du Panama (APARLEXP)



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT
VIDEO](#)



[ÉPISODE DE
PODCAST](#)

PARTENAIRES ORGANISATEURS



MINISTERIO
DE LA MUJER

FORO NACIONAL DE
MUJERES
DE PARTIDOS POLÍTICOS





PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA RÉUNION

- La violence numérique à l'égard des femmes, des filles et des adolescentes en Amérique latine et dans les Caraïbes a augmenté au cours des dernières années, surtout la cyberintimidation, la violence verbale, le partage non consensuel d'images et autres formes de violence en ligne. Cette violence touche les femmes politiques et journalistes de façon disproportionnée et constitue un obstacle de taille au développement humain comme à la dignité.
- Le MESECVI crée actuellement une loi-type interaméricaine visant à combattre la violence basée sur le genre facilitée par la technologie, à travers une approche globale couvrant la prévention, l'appui, la protection, les enquêtes, les poursuites judiciaires et les réparations pour des actes de violence. Cette loi est élaborée à partir des contributions de spécialistes et de plusieurs autres acteurs, et devrait servir de référence principale pour la région, promouvant une réponse coordonnée entre les États, le secteur privé et la société civile.
- La vulnérabilité des femmes face à la violence politique basée sur le genre et facilitée par la technologie découle de préjugés et d'un deux poids deux mesures profondément ancrés, à travers lesquels les hommes et les femmes sont évalués dans la sphère publique. Renforcés par les normes sociales, les stéréotypes et les attentes inégalitaires amplifient le contrôle et le harcèlement subis par les femmes dirigeantes, limitant ainsi leur participation et perpétuant des inégalités structurelles. Il est fondamental de s'attaquer à ces préjugés pour créer des espaces publics plus inclusifs.
- D'après un rapport d'IDEA International, la violence politique en ligne basée sur le genre en Amérique latine est un problème complexe qui exige la collaboration des institutions étatiques, des partis politiques, des médias, des entreprises technologiques, du monde universitaire et de la société civile. La prévenir et la traiter nécessite l'éducation, des cadres juridiques efficaces et des plateformes sûres pour protéger les femmes et promouvoir une participation politique inclusive.
- Traiter la violence basée sur le genre facilitée par la technologie de façon efficace nécessite une approche axée sur les droits de la personne et le genre qui soit focalisée sur la confidentialité des données, la sécurité numérique et l'accès à la justice. L'éducation civique, la coopération internationale et la collaboration avec des plateformes numériques sont essentielles pour prévenir, signaler et traiter ce problème pour assurer une réponse globale et proactive.



Cette activité a été possible grâce au soutien généreux de l'Assemblée nationale du Panama, du Ministère des femmes de la République du Panama, du FONAMUPP, de l'APARLEXP, de l'IRI et du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.



Abonnez-vous au [podcast ParlAmericas](#), pour écouter les sessions de nos rencontres.



Est l'institution qui promeut la **DIPLOMACIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



Intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



Travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



Est composé des **35 ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** des pays d'Amérique du Nord, Centrale et Sud, et des Caraïbes



Promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, responsabilisation, participation citoyenne, et éthique et probité



Organise des consultations and développe des **PARTENARIATS MULTI-PARTIES PRENANTES** avec des jeunes leaders et des organisations de la société civile



Facilite l'échange des **BONNES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF** dans la poursuite des Objectifs de développement durable



Encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



Est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat international de ParlAmericas

703 - 155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : + 1 (613) 947-8999

Courriel : info@parlamericas.org

